

**Compte rendu de conférence**

**« La transition énergétique en Europe »**

**ERAGE, Strasbourg**

**Vendredi 8 juin 2018**

La conférence du 8 juin 2018, organisée et animée par Pierre Massing, membre du bureau de la MESA, portait sur le thème de la transition énergétique en Europe et de ses enjeux. Le député de la première circonscription du Bas-Rhin Thierry Michels était invité à présenter les projets défendus dans son rapport d’information sur la transition énergétique dans l’Union européenne déposé en janvier 2018 à l’Assemblée Nationale. La conférence a été menée en trois temps ponctués par des interventions du public.

La première partie portait sur le contexte dans lequel M. Michels a rédigé son rapport et sur l’importance que revêt la transition énergétique dans le cadre de l’action européenne. Ainsi, M. Michels a souligné le fait que la transition énergétique constitue un défi pour notre génération mais qu’il s’agit également d’une opportunité dans le cadre du projet européen. Malgré le protocole de Kyoto et d’autres accords internationaux sur le climat, les émissions de C0² dans l’atmosphère ne cessent d’augmenter (+3% pour la France entre 2016 et 2017). De plus, les phénomènes climatiques violents se multiplient, les pics de chaleur augmentent et les populations les plus vulnérables auront le plus de difficultés à s’adapter à ces modifications climatiques. Face à ces dégradations climatiques et face au retrait américain de l’accord de la COP21, M. Michels préconise une résolution européenne plus ambitieuse que les directives émises par la commission européenne en novembre 2017 pour faire face à ce défi. Il justifie cette nécessité de l’action européenne par la notion d’ « Europe des valeurs » autrement dit il est essentiel d’agir à des fins d’humanisme, mais aussi parce que l’Europe dispose de la capacité et des techniques pour entreprendre cette transition.

En France, l’émission de gaz à effet de serre provient principalement des transports, de l’industrie et de l’agriculture, qui constituent dès lors les domaines sur lesquels il convient d’agir. M. Michels a évoqué comme principal levier d’action la réduction des émissions de CO² par une réduction de la consommation d’énergie et par la production d’énergies renouvelables. Ainsi, M. Michels défend l’idée d’une augmentation des investissements européens dans la recherche et développement.

Dans un second temps, M. Michels s’est penché sur les obstacles à la transition énergétique en Europe. Le manque de rentabilité à court terme de la production d’énergie verte constitue un premier obstacle, qui peut être dépassé par une intervention publique plus forte afin de financer la transition énergétique. Les intérêts divergents des Etats membres posent également des difficultés au sein de l’Union européenne. En effet, les Etats tendent à se positionner en fonction de leurs propres enjeux et on observe que l’Allemagne et la Pologne continuent de défendre leur production de charbon, tandis que la France reste attachée au nucléaire alors que les pays de l’Europe de l’Est ne disposent pas des mêmes moyens financiers et techniques pour amorcer cette transition énergétique.

M. Michels attire également l’attention du public sur l’importance des freins réglementaires et de la complexité de la législation européenne sur le sujet. Ainsi, il convient de trouver un partage des compétences équilibré entre les différents acteurs intervenant dans ce processus de transition, à savoir l’Union européenne, les Etats membres et les collectivités territoriales. M. Michels remarque qu’il y a une résistance sociale face au projet d’infrastructures d’énergies renouvelables et au manque de volonté politique au sein des Etats européens. M. Michels affirme la nécessité d’associer les citoyens en amont à la construction d’infrastructures de production d’énergies renouvelables afin de dépasser cet obstacle.

Dans un dernier temps, M. Michels a proposé des solutions possibles, en gardant à l’esprit que l’objectif visé est une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% à l’horizon 2030. Ainsi, M. Michels a invité l’audience à imaginer un futur sans voiture à énergie fossile en 2040, avec des bâtiments mieux isolés, avec une agriculture biologique très développée… Cela supposera de nombreux efforts mais il a cependant souligné le fait que la transition énergétique est aussi porteuse de croissance économique du fait du développement de nouvelles technologies et de la création de nouveaux emplois.

Parmi les solutions proposées pour amorcer cette transition énergétique au niveau européen, on peut retenir la préconisation d’une augmentation du prix du carbone (CO²) pour le rendre inintéressant du fait de son coût. Cela suppose toutefois de trouver un accord avec les Etats membres producteurs de charbon, dont l’Allemagne. La redéfinition d’un projet européen tourné vers le soutien des laboratoires de recherche afin de financer l’innovation dans le domaine de l’énergie est également une nécessité selon M. Michels. Un tel projet européen doit d’abord reposer sur un acte politique, qui sera naturellement suivi par une mise en pratique concrète, afin que la transition énergétique en Europe soit effective. L’inverse ne sera pas possible, ce qui suppose une prise de conscience de la part des citoyens européens et de leurs représentants de l’importance de cette transition énergétique et de ses enjeux à long terme.

En guise de conclusion, M. Michels a tenu à rappeler que l’ambition européenne en matière de transition énergétique doit être relevée car l’Union européenne dispose des moyens pour faire mieux. Cette transition doit également être solidaire et bénéfique à tous. M. Michels a terminé cette conférence en rappelant l’enjeu majeur que représente la transition énergétique dans le cadre européen et en affirmant que celui-ci sera au cœur des élections européennes à venir.